

Publié le 12 février 2016 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

# Investir pour bâtir un Canada propre et durable



« Les technologies solaire, éolienne et hydraulique sont des éléments clés du panachage d'énergies propres », juge Alan Shepard.

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

**Alan Shepard**

Recteur de l'Université Concordia

Compte tenu des preuves scientifiques écrasantes et des ententes conclues récemment lors de la Conférence de Paris, il est clair que l'avenir appartient aux technologies vertes et propres. Il en va de l'avenir de notre espèce et, par conséquent, de notre économie.

Il s'agit d'un tournant décisif pour notre pays. En raison de la chute du dollar canadien, largement attribuable à une offre de pétrole excédentaire, le savoir-faire canadien devient accessible à un prix attrayant, propre à stimuler les ventes à l'étranger. Dès lors, le Canada est fin prêt à chevaucher la vague verte.

Mais avant d'y arriver, nous avons du chemin à parcourir. Selon Clean Energy Canada, le marché mondial des technologies et des services

énergétiques non polluants était évalué à 790 milliards (CAN) en 2014 ; il devrait atteindre 1,8 billion d'ici 2022. L'Allemagne, la Chine, les États-Unis et d'autres acteurs en tirent déjà des bénéfices.

Or, quelle était la part du Canada en 2014 ? À peine sept milliards - une somme de loin inférieure au poids économique du pays au sein du G7. Pourtant, depuis 2005, le Canada est passé du 14<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> rang du palmarès mondial des exportations de technologies propres.

Pourtant, nous possédons déjà les bonnes ressources pour prendre le virage vert - des chercheurs et des établissements de renommée mondiale, une culture entrepreneuriale, une main-d'oeuvre instruite. Grâce à ces trois avantages, le Canada est en excellente position pour attirer les meilleurs talents et concrétiser cette nouvelle orientation économique.

En promettant d'investir 300 millions par année dans le développement de technologies vertes, le premier ministre Justin Trudeau épouse l'esprit du temps.

Les idées sont nombreuses, et la bonne formule, à portée de main. Une mise à niveau des infrastructures, une tarification du carbone et une augmentation des fonds accordés à Technologie du développement durable Canada (TDDC) font déjà partie du plan.

Maintenant, à quels objectifs devons-nous destiner nos investissements à chaque étape du processus d'innovation pour mener intelligemment une réforme économique de cette envergure ?

## SOUTENIR LA RECHERCHE FONDAMENTALE ET APPLIQUÉE

Les technologies solaire, éolienne et hydraulique sont des éléments clés du panachage d'énergies propres. Aussi les rendre plus abordables constitue-t-il une priorité. L'industrie des technologies vertes sera énorme et donnera naissance à une multitude d'applications. Actuellement, il s'agit pour ainsi dire d'un terrain vierge.

Un exemple de voie prometteuse est la biologie synthétique, que le Forum économique mondial a classée au rang des cinq principaux domaines émergents susceptibles de façonner notre avenir. Or, au Centre de biologie synthétique appliquée de l'Université Concordia - seul laboratoire du genre dans un établissement canadien -, des chercheurs de

divers domaines unissent leurs efforts pour concevoir un procédé de transformation des sous-produits toxiques issus de l'industrie du papier en biocarburant.

Les universités et les collèges assurent déjà l'essentiel de cette recherche technique, mais les besoins ne s'arrêtent pas là. Pour accroître notre résilience et notre capacité d'adaptation, nous devons également stimuler la création de connaissances dans les domaines de la psychologie, des arts et de l'étude des pratiques communautaires.

## **AIDER LES ENTREPRENEURS**

Les bonnes idées peuvent provenir de partout. Les incubateurs, comme le centre District 3 de Concordia, mettent en lien les innovateurs. Puis, grâce au soutien de mentors et de réseaux, les étudiants et les jeunes diplômés concrétisent leurs idées et franchissent l'étape cruciale du démarrage d'entreprise.

L'encadrement existe, mais la culture entrepreneuriale - qui incite à faire passer les solutions inventives du laboratoire au marché -, pas autant. Les accélérateurs canadiens axés sur les technologies propres disposent d'investisseurs prêts à soutenir des initiatives prometteuses. Ecofuel n'est qu'un exemple.

L'innovation, lorsqu'elle est motivée par le défi, est un modèle éprouvé. À ce titre, le succès de XPRIZE est impressionnant. En effet, cette fondation s'attaque à tout type de projet, de l'exploration des océans aux alunissages en passant par la transformation des émissions de carbone.

## **FAVORISER LA CROISSANCE DES ENTREPRISES**

La promesse faite par Justin Trudeau en campagne électorale d'accorder 100 millions aux organisations qui encouragent les sociétés de technologies vertes, comme TDDC, est un bon départ. Le secteur privé doit toutefois y mettre du sien.

En 2014, les sociétés canadiennes de capital-risque ont investi 1,9 milliard dans 379 entreprises en démarrage. Or, aux États-Unis, les entreprises de cette catégorie ont recueilli 48,3 milliards. Un financement public et privé plus important des entreprises au stade intermédiaire ou mature ralentira l'exode des cerveaux vers la Silicon Valley ainsi que l'acquisition de jeunes entreprises canadiennes par les Américains.

Le renouvellement du crédit d'impôt accordé aux projets axés sur le solaire, l'éolien et d'autres énergies propres par le Congrès américain en décembre aura pour effet d'attirer au marché un plus grand nombre de sociétés américaines. Bien entendu, cette loi aide les entreprises canadiennes à exporter.

Mais lorsque notre dollar reprendra des forces, cet avantage s'évaporerait. En fortifiant l'innovation canadienne, nous lui donnerons les moyens de se démarquer et rendrons ainsi notre économie plus résiliente.

Le Canada a besoin de cette révolution verte. Et avec un investissement majeur des secteurs public et privé dès maintenant, elle peut devenir réalité.

© La Presse, ltée. Tous droits réservés.